

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15478]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE  
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 1998

CHAPITRE I<sup>er</sup>Engagements effectués en exécution du budget§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement**Article 1<sup>er</sup>**

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1998, s'élèvent à 1.413.800.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés**Article 2**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 1.041.195.502 francs (annexe tableau I colonne 4)

**Article 3**

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 372.604.498 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement**Article 4**

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 1998 s'élèvent à 6.080.709.273 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 1998, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de 698.962.893 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 1998 à 5.681.175.855 francs (annexe tableau IV engagements colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 5 du décret du 3 novembre 1997 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1998 a autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables**Article 5**

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 1998 s'élèvent à 6.080.709.273 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)

**Article 6**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1998 à -399.533.418 francs (annexe tableau IV engagements colonne 5)

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IIRecettes et dépenses effectuées en exécution du budget§ 1<sup>er</sup> Fixation des recettes**Article 7**

Les droits constatés en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 1998 à la somme de 235.632.574.227 francs (annexe tableau II colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes	225.239.620.912
- recettes fiscales et générales en capital :	2.101.448.859
- produits d'emprunt	8.291.504.456

**Article 8**

Les recettes budgétaires de l'année 1998 s'élèvent à 235.632.574.227 francs (annexe tableau II colonne 3).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes :	225.239.620.912
- recettes fiscales et générales en capital :	2.101.448.859
- produits d'emprunt :	8.291.504.456

**Article 9**

Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 francs (annexe tableau II colonne 4)

Ce montant se décompose de la manière suivante

- a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau II colonne 5) (en francs)
- recettes fiscales et générales courantes :
  - recettes fiscales et générales en capital

- produit d'emprunt :
- b. droits reportés à l'année budgétaire 1999 (annexe tableau annexe II colonne 6)
- recettes fiscales et générales courantes :
- recettes fiscales et générales en capital
- produit d'emprunt :

### § 2 Fixation des crédits de dépenses

#### **Article 10**

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1998 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnement des dépenses de la manière suivante :

(annexe tableau III, colonne 1).

Crédits d'ordonnement	1.051.000.000
Crédits non dissociés	234.543.300.000

#### **Article 11**

Ces autorisations de dépenses ont été modifiées par les ajustements effectués en vertu des décrets d'ajustement pour un montant de 1.746.700.000 francs se décomposant comme suit (ajustement net) (annexe tableau III colonne 2) :

Crédits d'ordonnement	17.600.000
Crédits non dissociés	1.729.100.000

#### **Article 12**

Les autorisations de dépenses résultant des articles 10 et 11 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 5.000.091.750 francs en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau III colonne 3):

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	5.000.091.750

#### **Article 13**

- En vertu des articles 10, 11 et 12 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1998 s'élève à 242.341.091.750 francs (annexe tableau III, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

Crédits d'ordonnement	1.068.600.000
Crédits non dissociés	241.272.491.750

### § 3 Fixation de la situation des dépenses

#### **Article 14**

Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 1998 se montent à 234.898.851.409 francs (annexe tableau III, colonnes 5, 6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnement	14.418.634	670.443.446	684.862.080
Crédits non dissociés	2.455.593.669	231.758.395.660	234.213.989.329
<b>total</b>	<b>2.470.012.303</b>	<b>232.428.839.106</b>	<b>234.898.851.409</b>

#### **Article 15**

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 234.898.579.452 francs dont :

Crédits d'ordonnement	684.862.080
Crédits non dissociés	234.213.717.372

(annexe tableau III, colonne 8)

#### **Article 16**

Pour les dépenses restant à régulariser d'un montant de 271.957 francs dont

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	271.957

Il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau III, colonne 9).

### § 4 Règlement des crédits

#### **Article 17**

La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 13) et les opérations imputées (article 14) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1998 de 7.442.240.341 francs se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	383.737.920
Crédits non dissociés	7.058.502.421

#### **Article 18**

Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 1998 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 311.589.934 francs dont :

Crédits d'ordonnement	0
Crédits non dissociés	311.589.934

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au tableau VI de l'annexe.

**Article 19**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 17 et 18, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1998 comprend :

(annexe tableau III, colonnes 11 et 12).

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	383.737.920	2.130.524.050	2.514.261.970
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante	0	5.239.568.305	5.239.568.305

**§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1998****Article 20**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1998 se présente comme suit :

Les recettes, y compris le produit d'emprunt s'élèvent à 235.632.574.227 francs

Les dépenses s'élèvent à 234.898.851.409 francs

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les recettes excèdent les dépenses de 733.722.818 francs

Comme le solde à la fin de l'année budgétaire 1997 s'élevait à -9.672.497.171 francs, le solde fin de l'année budgétaire 1998 s'élève à -8.938.774.353 francs

**CHAPITRE III****Recettes et dépenses relatives aux crédits variables****§ 1. Fixation des recettes affectées****Article 21**

Les droits constatés de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 1998 à 4.982.212.962 francs (annexe tableau II recettes affectées) dont

Recettes courantes 4.952.551.331

Recettes en capital 29.661.631

**§ 2. Fixation des crédits variables d'ordonnement****Article 22**

Les crédits variables d'ordonnement ouverts et affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 1998 s'élèvent à 4.982.212.962 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 2)

Le solde de départ au 1 janvier 1998 étant de 812.763.428 francs, le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 5.794.976.390 francs (annexe tableau IV ordonnancement colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 5 du décret du 3 novembre 1997 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1998 a autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

**§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables****Article 23**

Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 1998 s'élèvent à 6.105.962.820 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 4).

**Article 24**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 1 et 23, le solde annuel des crédits variables d'ordonnement s'établit à -1.123.749.858 francs

**Article 25**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 2 et 23 ci-dessus, le disponible en ordonnancements - crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1998 à -310.986.430 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 5).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

**CHAPITRE IV****Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget****Article 26**

Les décrets budgétaires de l'année 1998 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

	(en francs)
- Recettes	0
- Dépenses	0

(annexe tableau V, colonnes 1, 2).

**Article 27**

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier 1998 s'élevait à -117.942.737 francs (annexe tableau V colonne 7) en tenant compte des dispositions contenues dans l'article 5 § 3 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française tel que remplacé par le décret du 4 février 1997, dans l'article 7 § 3 du même décret du 5 février 1990 tel que remplacé par le même décret du 4 février 1997 et de la date d'entrée en vigueur des arrêtés du gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 1997 relatifs à la gestion budgétaire, financière et comptable du fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté française et du fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné.

Aucune recette n'a été enregistrée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

**Article 28**

Aucune dépense n'a été imputée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

**Article 29**

Aucune opération de recettes et de dépenses n'ayant été effectuée ainsi qu'il ressort des articles 27 et 28, le solde disponible au 31 décembre 1998 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à -117.942.737 francs (annexe tableau V colonne 9).

Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V  
Résultat global

**Article 30**

Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 20, 23 et 29 du présent décret, le résultat global du budget 1998 se présente comme suit (en francs) :

Budget sensu stricto : 733.722.818

Crédits variables : -1.123.749.858

Section particulière :

Total : -390.027.040

DEUXIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION  
DES BUDGETS DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

CHAPITRE I  
Recettes et dépenses effectuées en exécution des budgets des services à gestion séparée  
du ministère de la Communauté française

§ 1<sup>er</sup> fixation des recettes

**Article 31**

Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 8.117.400.000 francs (annexe tableau VII colonne 1)

Les recettes pour l'année budgétaire 1998 s'élèvent à 14.153.141.281 francs.

Elles se décomposent comme suit

Solde au 1<sup>er</sup> janvier

4.694.358.438

Recettes de l'année

9.458.782.843

(annexe tableau VII colonnes 3 et 6)

Le montant de 14.153.141.281 francs constitue le disponible pour les dépenses de l'année 1998.

§ 2 . fixation des dépenses

**Article 32**

Les prévisions de dépenses s'élèvent à 9.166.000.000 francs (annexe tableau VII colonne 2).

Les dépenses sont fixées à la somme de 8.959.684.842 francs (annexe tableau VII colonne 4).

§ 3. résultat budgétaire

**Article 33**

Par suite des articles 31 et 32, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de 499.098.001 francs.

Le disponible au 31 décembre 1998 est fixé au montant de 5.193.456.439 francs.

Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

TROISIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION  
DES BUDGETS DES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE TYPE A

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget

CHAPITRE I  
COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Année courante

**Article 34**

Référence budgétaire : décret du 3 novembre 1997

contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1998 article 44

156 cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du Commissariat général aux Relations Internationales est établi comme suit : pour l'année 1998

a) recettes

recettes prévues par le décret budgétaire

1.013.795.000

recettes imputées

970.014.930

différence

43.780.070

b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	1.139.083.000
crédits complémentaires à accorder	
total des crédits	1.139.083.000
dépenses imputées	1.044.739.291
excédent de crédits à annuler	94.343.709
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1998	
se résume comme suit	
recettes	970.014.930
dépenses	1.044.739.291
excédent de dépenses	-74.724.361

CHAPITRE II  
AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

Année courante

**Article 35**

Référence budgétaire : décret du 3 novembre 1997

contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1998 article 45  
156 cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget de l'Agence de Prévention du SIDA pour l'année 1998  
est établi comme suit :

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	140.220.000
recettes imputées	46.953.791
différence	-93.266.209
b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	45.360.000
crédits complémentaires à accorder	
total des crédits	45.360.000
dépenses imputées	43.277.670
excédent de crédits à annuler	2.082.330
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1998 se résume comme suit	
recettes	46.953.791
dépenses	43.277.670
excédent de recettes	3.676.121

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 2008.

M. ARENA,

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

—————  
Note

(1) *Session 2006-2007*

Documents du Parlement – Projet de décret, n° 378-1.

*Session 2007-2008*

Documents du Parlement – Rapport ,n° 378-2 ;

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – séance du 22 janvier 2008.

ANNEXE TABLEAUX RELATIFS AU DECRET CONTENANT LE REGLEMENT DEFINITIF DU  
BUDGET POUR L'ANNEE 1998

I. ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS

II. RECETTES

III. DEPENSES

IV. CREDITS VARIABLES

V. SECTION PARTICULIERE

VI. DEPASSEMENTS DE CREDITS

VII. SERVICES A GESTION SEPAREE

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

Commissariat général aux relations internationales

Agence de prévention du Sida

Fonds d'égalisation des budgets

tableau I - ENGAGEMENTS A LA CHARGE DES CREDITS DISSOCIES

Budget	Crédits affectés par décrets (1)	Crédits reportés de l'année précédente (2)	Total des crédits (3)	Engagements comptabilisés pendant l'année (4)	DIFFERENCE ENTRE LES CREDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISES		
					Engagements excédant les crédits (5)	Crédits excédant les engagements	
						Crédits disponibles (6)	Crédits reportés à l'année suivante (7)
Chapitre I - Services généraux	7.000.000	-	7.000.000	-	7.000.000	-	7.000.000
Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	706.800.000	-	706.800.000	706.417.988	382.012	-	382.012
Chapitre III - Education, Recherche et Formation	700.000.000	-	700.000.000	334.777.514	365.222.486	-	365.222.486
Chapitre IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-
<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>1.413.800.000</b>	<b>-</b>	<b>1.413.800.000</b>	<b>1.041.195.502</b>	<b>372.604.498</b>	<b>-</b>	<b>372.604.498</b>

tableau II - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES						DIFFERENCE ENTRE PREVISIONS ET RECOUVREMENTS	
	Prévisions (1)	Droits constatés (2)	Recettes imputées (3)	Différence entre droits constatés et recettes imputées (4)	A annuler ou à porter en surséance indéfinie (5)	Droits reportés (6)	Prévisions supérieures aux recouvrements (7)	Prévisions inférieures aux recouvrements (8)
<b>Recettes courantes</b>								
Recettes fiscales	9.694.700.000	9.750.010.517	9.750.010.517	0	0	0	0	55.310.517
Recettes générales	215.941.300.000	215.489.610.395	215.489.610.395	0	0	0	925.154.651	473.465.046
Recettes affectées	6.138.100.000	4.952.551.331	4.952.551.331	0	0	0	1.589.948.913	404.400.244
<b>Total recettes courantes</b>	<b>231.774.100.000</b>	<b>230.192.172.243</b>	<b>230.192.172.243</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2.515.103.564</b>	<b>933.175.807</b>
<b>Recettes en capital</b>								
Recettes fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes générales	2.081.600.000	2.101.448.859	2.101.448.859	0	0	0	0	19.848.859
Recettes affectées	29.800.000	29.661.631	29.661.631	0	0	0	1.395.400	1.257.031
<b>Total recettes en capital</b>	<b>2.111.400.000</b>	<b>2.131.110.490</b>	<b>2.131.110.490</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.395.400</b>	<b>21.105.890</b>
<b>Produit d'emprunts</b>	<b>9.623.400.000</b>	<b>8.291.504.456</b>	<b>8.291.504.456</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.331.895.544</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>243.508.900.000</b>	<b>240.614.787.189</b>	<b>240.614.787.189</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3.848.394.508</b>	<b>954.281.697</b>



Nature des recettes	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Droits annulés ou portés en surséance	Droits reportés	Différence entre prévisions et réalisations	
						-	+
<b>PARTIE I - Recettes courantes</b>							
<b>Titre I - Recettes fiscales et de droits particuliers</b>							
<b>Secteur I - Recettes fiscales et de droits particuliers</b>							
36.01 Ristributions, redevances et droits, produits de tous impôts et taxes levés dans le cadre de l'article 110.82 de la Constitution	-	-	-	-	-	-	-
36.02 Impôt des Communautés ; produit net attribué à la Communauté française de la redevance radio et télévision	9.694,7	9.750,0	9.750,0	-	-	-	55,3
<b>Total secteur I</b>	<b>9.694,7</b>	<b>9.750,0</b>	<b>9.750,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>55,3</b>
<b>Secteur II - Recettes générales</b>							
Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté (ancien fonds 66.10 C.M.C.A.S.)							
08.01	-	-	-	-	-	-	-
08.03 Versement correspondant aux moyens non utilisés du budget de l'année 1994	2.047,8	2.047,8	2.047,8	-	-	-	0,0
11.01 accessoires du personnel de l'enseignement ou des services de la Communauté ou de l'Etat	728,0	506,0	506,0	-	-	222,0	-
11.02 Remboursement des rémunérations d'enseignants mis à la disposition d'ASBL	508,0	147,6	147,6	-	-	360,4	-
12.01 Versement des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen des avances de fonds (pour mémoire)	90,0	61,2	61,2	-	-	28,8	-
16.01 Produits divers	313,9	154,6	154,6	-	-	161,3	-
16.02 Remboursement de sommes indûment versées (pour mémoire)	-	469,6	469,6	-	-	-	469,6
16.03 Droits d'inscription à l'enseignement à distance	10,2	7,3	7,3	-	-	2,9	-
16.04 Droits d'inscription à l'enseignement dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit subventionnés ou organisés par la Communauté française	142,8	119,4	119,4	-	-	23,4	-
16.05 Droits d'inscription à l'enseignement de promotion sociale (ancien fonds 66.33, 66.34 et 66.35 A)	5,1	-	-	-	-	5,1	-
16.07 Produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège (ancien fonds 66.55)	360,0	360,0	360,0	-	-	-	-
16.21 Droits d'équivalence des diplômes obtenus à l'étranger	65,0	9,9	9,9	-	-	55,1	-
16.22 Droits d'homologation des certificats et diplômes	71,4	72,7	72,7	-	-	-	1,3
29.01 Intérêts de placements	150,0	91,5	91,5	-	-	58,5	-
46.01 Partie attribuée du produit de l'I.P.P.	55.946,2	55.946,2	55.946,2	-	-	-	-
46.02 Partie attribuée du produit de la T.V.A.	153.812,3	153.812,3	153.812,3	-	-	-	-
46.03 Intervention de l'Etat suite à la suppression de l'autorisation d'emprunt avec garantie de l'Etat par le Fonds national de garantie des bâtiments scolaires	65,1	65,1	65,1	-	-	-	-
46.05 Intervention de l'Etat dans le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers	1.470,6	1.470,6	1.470,6	-	-	-	-
46.06 Correction définitive dotations Région wallonne-coofof	102,9	102,9	102,9	-	-	-	0,0
46.07 Correction définitive cotisation de responsabilisation	-	2,6	2,6	-	-	-	2,6
46.08 Intervention de la Région wallonne et de la coofof relativement à l'accueil des élèves dans l'enseignement spécial	50,0	42,5	42,5	-	-	7,5	-
<b>Total secteur II</b>	<b>215.941,3</b>	<b>215.489,6</b>	<b>215.489,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>925,2</b>	<b>473,5</b>
<b>Secteur III - Recettes affectées</b>							
06.03 Recettes diverses, dons, legs et interventions de la Loterie nationale pour la recherche scientifique	45,0	-	-	-	-	-	45,0

06.04	Recettes diverses, droits d'inscription, produit de la vente de périodiques, subsides d'institutions internationales pour des actions culturelles	-	1,7	-	1,7	-	-	1,7
06.05	Recettes diverses, donations, legs, donation de la Loterie nationale, droits d'inscription, abonnements, redevances, produits d'impôts, de taxes, parrainage commercial dans le domaine sportif	360,0	307,7	307,7	307,7	52,3	-	-
06.06	Indemnités pour dégâts occasionnés au matériel fourni en prêt et produit de la vente de matériel déclassé	-	-	-	-	-	-	0,8
16.08	Droits d'inscription, taxes et amendes perçus dans les centres de lecture de la Communauté française et de la bibliothèque centrale de la Communauté française	5,0	5,8	5,8	5,8	-	-	3,1
16.09	Droits d'inscription à des activités de formation d'animateurs socio-culturels	1,1	4,2	4,2	4,2	-	-	0,7
16.10	Contribution de la RTBF et des radios privées	0,3	1,0	1,0	1,0	1,7	-	61,8
16.11	Ressources provenant de la publicité commerciale à la RTBF et à RTL/VI affectées au développement de la presse écrite	8,5	6,8	6,8	6,8	-	-	2,6
16.12	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre culturel Marcel Hicter	170,0	231,8	231,8	231,8	-	-	-
16.13	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Rossimol	16,0	18,6	18,6	18,6	-	-	-
16.14	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Sirogulle	3,0	2,6	2,6	2,6	0,4	-	-
16.15	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Communauté française)	2,0	1,9	1,9	1,9	0,1	-	-
16.16	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Communauté française)	12,0	26,1	26,1	26,1	-	-	14,1
16.17	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Officiel subventionné)	12,0	19,8	19,8	19,8	-	-	7,8
16.18	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Libres subventionnées)	11,0	16,9	16,9	16,9	-	-	5,9
16.20	Quote-part des droits d'inscription dans les centres sportifs	170,0	150,0	150,0	150,0	20,0	-	-
26.01	Produits de ventes réservés par des particuliers pour le domaine culturel	-	-	-	-	-	-	8,3
28.01	Récupération d'allocations familiales et recouvrement de parts contributives dans le domaine de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse	1,0	9,3	9,3	9,3	-	-	13,7
30.01	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelles	30,0	43,7	43,7	43,7	-	-	21,9
30.02	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelles	210,1	232,0	232,0	232,0	-	-	-
39.01	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelles	100,0	-	-	-	-	-	-
39.02	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelles	286,6	-	-	-	-	-	-
39.03	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - COCOF	600,0	1.693,5	1.693,5	1.693,5	1.293,1	-	-
39.04	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - COCOF	450,0	-	-	-	-	-	-
39.05	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Région wallonne	1.550,0	-	-	-	-	-	-
39.06	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Enseignement à horaire réduit	135,3	115,5	115,5	115,5	19,8	-	-
39.07	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Enseignement à horaire réduit	181,7	126,9	126,9	126,9	54,8	-	-
39.08	Intervention de l'Union européenne pour des infrastructures culturelles	30,0	0,6	0,6	0,6	49,4	-	-
40.01	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement fondamental par le Forem et l'Orbhem	15,0	-	-	-	15,0	-	152,7
40.02	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement spécial par le Forem et l'Orbhem	73,1	90,8	90,8	90,8	-	-	17,7

40.03	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement de promotion sociale par le Forem et l'Orbhem	40,9	26,4	26,4	-	14,5	-
40.04	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement secondaire par le Forem et l'Orbhem	280,9	365,5	365,5	-	-	84,6
40.05	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement supérieur non universitaire par le Forem et l'Orbhem	69,4	76,4	76,4	-	-	7,0
40.06	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés du Secrétariat général et des services communs par le Forem et l'Orbhem	15,4	-	-	-	15,4	-
40.07	Versements de l'ONIE pour le subventionnement des centres de vacances contractuels subventionnés attachés au ministère de la Culture et des Affaires sociales	-	-	-	-	-	-
49.31	Contributions de l'Orbhem et du Forem dans les rémunérations des agents contractuels subventionnés attachés au ministère de la Culture et des Affaires sociales	33,6	26,3	26,3	-	7,3	-
49.32	Contributions de l'Orbhem et du Forem dans les rémunérations payées dans le cadre de l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur culture)	450,0	448,8	448,8	-	1,2	-
49.33	Contributions de l'Orbhem et du Forem dans les rémunérations payées dans le cadre de l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur sport)	-	-	-	-	-	-
Total secteur III		6.138,1	4.952,6	4.952,6	-	1.589,9	404,4
Total recettes courantes		231.774,1	230.192,2	230.192,2	-	2.515,1	933,2
<b>Titre II - Recettes en capital</b>							
<b>Secteur II - Recettes générales</b>							
76.01	Produit de la vente d'immeubles	2.076,6	2.076,6	2.076,6	-	-	-
76.02	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux (pour mémoire)	-	5,5	5,5	-	-	5,5
76.03	Recettes diverses	5,0	19,3	19,3	-	-	14,3
76.04	Remboursement de sommes indûment payées (pour mémoire)	-	-	-	-	-	-
Total secteur II		2.081,6	2.101,4	2.101,4	-	-	19,8
<b>Secteur III - Recettes affectées</b>							
86.01	Remboursements de prêts accordés à des éditeurs	7,2	7,9	7,9	-	-	0,7
86.02	Remboursements de prêts accordés à des libraires	0,1	0,0	0,0	-	0,1	-
87.01	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants-droits	2,5	1,2	1,2	-	1,3	-
87.02	Remboursements de prêts d'études	20,0	20,5	20,5	-	-	0,5
Total secteur III		29,8	29,7	29,7	-	1,4	1,3
Total recettes en capital		2.111,4	2.131,1	2.131,1	-	1,4	21,1
<b>TOTAL RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL</b>		<b>233.885,5</b>	<b>232.323,3</b>	<b>232.323,3</b>	<b>-</b>	<b>2.516,5</b>	<b>954,3</b>
<b>Titre III - Produits d'emprunts</b>							
96.01	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en francs belges	6.123,4	6.123,4	6.123,4	-	-	-
96.02	Produits des emprunts correspondant aux amortissements 1996 de la dette directe et indirecte	3.500,0	2.168,1	2.168,1	-	1.331,9	-
<b>TOTAL PRODUIT D'EMPRUNT</b>		<b>9.623,4</b>	<b>8.291,5</b>	<b>8.291,5</b>	<b>-</b>	<b>1.331,9</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL RECETTES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE</b>		<b>243.508,9</b>	<b>240.614,8</b>	<b>240.614,8</b>	<b>-</b>	<b>3.848,4</b>	<b>954,3</b>

Les montants sont exprimés en millions de francs arrondis au dixième

TITRE III - COMPTE D'EXECUTION DES DEPENSES

	ALLOCATIONS DES CREDITS				SITUATION DES DEPENSES				REGLLEMENT DES CREDITS			
	Crédits initiaux (1)	Affectations netes (2)	Crédits reportés (3)	Crédits totaux (4)	Opérations imputées		Prévisions des dépenses (6)	Prévisions des dépenses (7)	Prévisions des dépenses (8)	Crédits consommés (9)	Crédits reportés à l'exercice 1999 (10)	Crédits non affectés au 31/12/99 (12)
					Prévisions des autorisations (5)	Prévisions de l'exercice (6)						
I Services généraux	8.023.900.000	2.180.700.000	415.972.523	10.539.572.523	153.687.468	9.775.885.784	9.929.572.251	9.929.572.251	0	0	415.972.523	922.027.759
a) crédits non dissociés	6.000.000	1.000.000	-	7.000.000	-	-	-	-	-	-	-	7.000.000
b) crédits fondamentalment	2.023.900.000	1.180.700.000	415.972.523	4.684.572.523	153.687.468	9.775.885.784	9.929.572.251	9.929.572.251	0	0	415.972.523	915.027.759
II Culture et Affaires sociales	24.979.000.000	411.596.000	1.402.688.844	26.813.284.844	1.397.584.309	23.923.643.360	24.221.237.809	24.221.237.809	271.887	1.470.701.974	121.579.161	2.130.234.050
a) crédits non dissociés	643.000.000	16.000.000	661.000.000	1.320.000.000	605.905.468	605.905.468	605.905.468	605.905.468	-	-	-	51.044.532
b) crédits fondamentalment	24.336.000.000	395.596.000	741.688.844	25.473.284.844	1.397.584.309	23.317.737.892	23.615.332.341	23.615.332.341	271.887	1.470.701.974	121.579.161	2.079.189.518
III Education et Recherche	176.115.600.000	-344.500.000	2.161.588.266	176.030.488.266	994.839.640	174.088.539.154	173.302.198.814	173.801.198.814	-	311.589.934	1.651.472.369	887.426.817
a) crédits non dissociés	400.000.000	-	-	400.000.000	14.178.634	64.537.973	78.956.612	78.956.612	-	-	-	521.043.388
b) crédits fondamentalment	175.715.600.000	-344.500.000	2.161.588.266	175.371.100.000	994.839.640	174.088.539.154	173.302.198.814	173.801.198.814	-	311.589.934	1.651.472.369	887.426.817
IV Dette publique	8.571.500.000	-551.000.000	936.640.822	8.020.500.822	9.482.022	6.384.007.423	6.391.489.455	6.391.489.455	-	-	1.666.422.349	922.289.218
a) crédits non dissociés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) crédits fondamentalment	8.571.500.000	-551.000.000	936.640.822	8.020.500.822	9.482.022	6.384.007.423	6.391.489.455	6.391.489.455	-	-	1.666.422.349	922.289.218
V Dépenses à la RV et à la COCOF	17.966.500.000	12.000.000	6.301.095	17.984.601.095	0	17.966.500.000	17.966.500.000	17.966.500.000	-	-	13.900.000	6.201.095
a) crédits non dissociés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) crédits fondamentalment	17.966.500.000	12.000.000	6.301.095	17.984.601.095	0	17.966.500.000	17.966.500.000	17.966.500.000	-	-	13.900.000	6.201.095
Totaux	214.543.300.000	1.729.100.000	3.000.091.799	217.272.491.799	2.455.519.609	231.758.395.660	234.213.983.239	234.213.983.239	271.957	311.489.934	5.339.568.305	2.130.234.050
a) crédits non dissociés	1.051.000.000	17.600.000	0	1.068.600.000	14.418.034	670.443.446	684.662.080	684.662.080	0	0	0	383.177.120
b) crédits fondamentalment	213.492.300.000	1.711.500.000	3.000.091.799	216.203.891.799	2.441.101.575	231.087.952.214	233.549.321.159	233.549.321.159	271.957	311.489.934	5.339.568.305	2.130.234.050
Totaux généraux	328.035.600.000	1.746.700.000	5.000.091.799	334.782.391.799	2.470.012.203	234.428.839.106	236.663.354.422	236.663.354.422	271.957	311.489.934	5.339.568.305	2.514.201.070

(1) à l'annexe par le décret de l'exercice 1999 affectés des crédits

tableau IV - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CREDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			ENGAGEMENTS (4)	DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.1998 (5)
	Solde reporté (et réductions de visa) (1)	Recettes de l'année (2)	Disponible (3)		
I Services généraux	3.038.713.746	1.721.575.538	4.760.289.284	2.763.994.469	1.996.294.815
II Culture et Affaires sociales	-411.061.122	1.419.236.213	1.008.175.091	1.638.726.887	-630.551.796
III Education et recherche	-1.928.689.731	1.841.401.211	-87.288.520	1.677.987.917	-1.765.276.437
<b>TOTAL</b>	<b>698.962.893</b>	<b>4.982.212.962</b>	<b>5.681.175.855</b>	<b>6.080.709.273</b>	<b>-399.533.418</b>

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			ORDONNANCEMENTS (4)	DISPONIBLE EN ORDONNANCEMENTS AU 31.12.1998 (5)
	Solde reporté (et réductions de visa)	Recettes de l'année	Disponible		
I Services généraux	3.038.713.746	1.721.575.538	4.760.289.284	2.763.994.469	1.996.294.815
II Culture et Affaires sociales	-300.581.746	1.419.236.213	1.118.654.467	1.664.133.640	-545.479.173
III Education et recherche	-1.925.368.572	1.841.401.211	-83.967.361	1.677.834.711	-1.761.802.072
<b>TOTAL</b>	<b>812.763.428</b>	<b>4.982.212.962</b>	<b>5.794.976.390</b>	<b>6.105.962.820</b>	<b>-310.986.430</b>

tableau V - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter au 31.12.1998 (9)
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses		Solde (6)	Au 01.01.1998 (7)	Au 31.12.1998 (8)	
				Totales (4)	Restant à régulariser (5)				
Education, Recherche et Formation	0	0	0	0	0	0	-117.942.737	-117.942.737	-117.942.737
<b>TOTAUX</b>	0	0	0	0	0	0	-117.942.737	-117.942.737	-117.942.737

tableau VI - DEPASSEMENTS DE CREDITS

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
<b>CHAPITRE II - Education, Recherche et Formation</b>	
<b>DO 46 - Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique</b>	
Programme 1 - Substantice administration - Personnel de l'enseignement	1.174.724
<b>Total DO 46</b>	<b>1.174.724</b>
<b>DO 51 - Enseignement préscolaire et enseignement primaire</b>	
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles maternelles	16.440.870
Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles primaires	48.140.476
<b>Total DO 51</b>	<b>64.581.346</b>
<b>DO 52 - Enseignement secondaire</b>	
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement de plein exercice	174.228.327
<b>Total DO 52</b>	<b>174.228.327</b>
<b>DO 53 - Enseignement spécial</b>	
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement spécial	60.495.573
<b>Total DO 53</b>	<b>60.495.573</b>
<b>DO 55 - Enseignement supérieur hors universités et hautes écoles</b>	
Programme 7 - Enseignement supérieur hors universités	122.460
<b>Total DO 55</b>	<b>122.460</b>
<b>DO 57 - Enseignement artistique</b>	
Programme 3 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur	2.425.601
Programme 5 - Dépenses de personnel des ets d'enseignement sec. de PE officiels subventionnés	208.667
Programme 7 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement à horaire réduit	8.353.236
<b>Total DO 57</b>	<b>10.987.504</b>
<b>TOTAL</b>	<b>311.589.934</b>

tableau VII - COMPTE D'EXECUTION DES SERVICES A GESTION SEPARÉE

	Prévisions		Opérations comptabilisées		Soldes cumulés		
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Solde	Au 01.01.1998	Au 31.12.1998
Culture et Affaires sociales	451.700.000	701.700.000	488.219.999	441.824.957	46.395.042	362.413.176	408.808.218
Education, Recherche et Formation	7.665.700.000	8.464.300.000	8.970.562.844	8.517.859.885	452.702.959	4.331.945.262	4.784.648.221
<b>TOTAUX</b>	<b>8.117.400.000</b>	<b>9.166.000.000</b>	<b>9.458.782.843</b>	<b>8.959.684.842</b>	<b>499.098.001</b>	<b>4.694.358.438</b>	<b>5.193.456.439</b>



## COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

## BILAN AU 31 DECEMBRE 1998

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	26.705.064	<i>Capitaux propres</i>	104.377.006
Cautions et garanties	24.179.434	Résultat reporté	104.377.006
Créances à plus d'un an	2.525.630	<i>Provisions et impôts différés</i>	1.420.000
		Provision syndicale	1.420.000
<i>Actifs circulants</i>	177.440.832	<i>Dettes</i>	172.722.008
Créances à un an au plus	73.214.112	Dettes à un an au plus	145.036.330
Valeurs disponibles	104.226.720	Dettes fiscales, sal. et soc.	18.059.186
		Dettes diverses	9.626.492
<i>Comptes de régularisation</i>	74.555.311	<i>Comptes de régularisation</i>	182.193
<b>TOTAL</b>	<b>278.701.207</b>	<b>TOTAL</b>	<b>278.701.207</b>

## COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		959.065.727
Autres produits d'exploitation	959.065.727	
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		1.042.470.644
Charges d'exploitation	6.592.462	
Services et biens divers	89.169.306	
Rémunérations, charges sociales et pensions	292.581.957	
Autres charges d'exploitation	654.126.919	
<i>III. Résultats d'exploitation</i>		-83.404.917
IV. Produits financiers	7.102.366	
V. Charges financières	0	
<i>VI. Perte courante avant impôts (-)</i>		-76.302.551
VII. Produits exceptionnels	12.495.853	
VIII. Charges exceptionnelles	2.418.647	
<i>IX. Perte de l'exercice avant impôts (-)</i>		-66.225.345
<i>XI. Perte de l'exercice (-)</i>		-66.225.345

*XIII. Perte de l'exercice à affecter (-)* -66.225.345

**AGENCE DE PREVENTION DU SIDA**

**BILAN AU 31 DECEMBRE 1998**

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	449.861	<i>Capitaux propres</i>	26.216.379
Terrains et constructions		Bénéfice reporté	24.416.379
Mobiliers et matériel roulant	449.861	Provisions	1.800.000
I.M.O.			
 <i>Actifs circulants</i>	 26.967.606	 <i>Dettes</i>	 1.691.236
Créances à un an au plus	425.077	Dettes à plus d'un an	0
Placements de trésorerie		Dettes à un an au plus	1.251.236
Valeurs disponibles	26.542.529	Autres dettes	440.000
 <i>Comptes de régularisation</i>	 490.148	 <i>Comptes de régularisation</i>	 0
 <b>TOTAL</b>	 27.907.615	 <b>TOTAL</b>	 27.907.615

**COMPTE DE RESULTATS**

<i>I. Ventes et prestations</i>		<i>39.987.624</i>
Autres produits d'exploitation	39.987.624	
 <i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		 <i>37.258.667</i>
Services et biens divers	26.872.394	
Rémunérations, charges sociales et pensions	10.186.140	
Amortissements	200.133	
Réductions de valeurs	0	
Provisions pour risques et charges	0	
 <i>III. Résultat d'exploitation</i>		 <i>2.728.957</i>
 IV. Produits financiers	 649.840	
V. Charges financières	0	
 <i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>		 <i>3.378.797</i>
 VII. Produits exceptionnels	 2200000	
VIII. Charges exceptionnelles	190934	
 <i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>		 <i>5.387.863</i>
 <i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>		 <i>5.387.863</i>
 <i>XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)</i>		 <i>5.387.863</i>

## FONDS D'EGALISATION DES BUDGETS

BILAN AU 31 DECEMBRE 1998

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs circulants</i>	<i>1.857.300.000</i>	<i>Dettes à un an au plus</i>	<i>1.857.300.000</i>
Valeurs disponibles	1.857.300.000	Autres dettes	1.857.300.000
<b>TOTAL</b>	<b>1.857.300.000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1.857.300.000</b>

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/15478]

**1 FEBRUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR  
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

## BEGROTINGSJAAR 1998

HOOFDSTUK IVastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten**Artikel 1**

De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreet voor het begrotingsjaar 1998 bedragen 1.413.800.000 frank (bijlage tabel I, kolom 1)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten**Artikel 2**

De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 1.041.195.502 frank (bijlage tabel I, kolom 4)

**Artikel 3**

De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 372.604.498 frank (bijlage tabel I, kolom 6). Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel I, kolom 8).

§ 3. Vaststelling van de variabele vastleggingskredieten**Artikel 4**

De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1998 bedragen 6.080.709.273 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 2).

Daar het beginsaldo op 1 januari 1998, verhoogd met de verminderingen van visa op vorige jaren 698.962.893 frank bedroeg (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 1), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 1998 5.681.175.855 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 3).

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, mogen sommige variabele kredieten op grond van artikel 5 van het decreet van 3 november 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998 een debettoestand vertonen.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de variabele kredieten**Artikel 5**

De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1998 bedragen 6.080.709.273 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 4)

**Artikel 6**

Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 1998 -399.533.418 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 5).

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IIOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 7**

De vastgestelde rechten ten behoeve van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 1998 235.632.574.227 frank (bijlage tabel II, kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	225.239.620.912
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	2.101.448.859
- opbrengsten van lening	8.291.504.456

**Artikel 8**

De begrotingsontvangsten van het jaar 1998 bedragen 235.632.574.227 francs (bijlage tabel II, kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	225.239.620.912
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	2.101.448.859
- opbrengsten van lening	8.291.504.456

**Artikel 9**

De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 frank (bijlage tabel II, kolom 4)

Dit bedrag bestaat uit :

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel II, kolom 5) (in frank)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten

- fiscale en algemene kapitaalontvangsten

- opbrengst van lening

b. naar het begrotingsjaar 1999 overgedragen rechten (bijlage tabel II, kolom 6)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten

- fiscale en algemene kapitaalontvangsten

- opbrengst van lening

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten**Artikel 10**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1998 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnancering van de uitgaven verdeeld op de volgende wijze (bijlage tabel III, kolom 1).

Ordonnanceringskredieten	1.051.000.000
Niet-gesplitste kredieten	234.543.300.000

**Artikel 11**

Die uitgavenmachtigingen werden gewijzigd bij aanpassingen verricht krachtens de aanpassingsdecreten voor een bedrag van 1.746.700.000 frank verdeeld op de volgende wijze (netto-aanpassing) (bijlage tabel III, kolom 2) :

Ordonnanceringskredieten	17.600.000
Niet-gesplitste kredieten	1.729.100.000

**Artikel 12**

De toegekende uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit de artikelen 10 en 11 worden verhoogd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 5.000.091.750 frank overeenkomstig de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel III, kolom 3):

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	5.000.091.750

**Artikel 13**

- Overeenkomstig hogervermelde artikelen 10, 11 en 12, bedraagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 1998 242.341.091.750 frank (bijlage tabel III, kolom 4). Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

Ordonnanceringskredieten	1.068.600.000
Niet-gesplitste kredieten	241.272.491.750

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 14**

De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 1998 bedragen 234.898.851.409 frank (bijlage tabel III, kolommen 5, 6 en 7), onderverdeeld onder:

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	14.418.634	670.443.446	684.862.080
Niet-gesplitste kredieten	2.455.593.669	231.758.395.660	234.213.989.329
<b>Totaal</b>	<b>2.470.012.303</b>	<b>232.428.839.106</b>	<b>234.898.851.409</b>

**Artikel 15**

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 234.898.579.452 frank waarvan :

Ordonnanceringskredieten	684.862.080
Niet-gesplitste kredieten (bijlage tabel III, kolom 8)	234.213.717.372

**Artikel 16**

Voor de uitgaven die blijven te regulariseren, ten belope van 271.957 frank waarvan

Ordonnanceringskredieten

Niet-gesplitste kredieten

271.957

wordt artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 toegepast (bijlage tabel III, kolom 9).

§ 4 Regeling van de kredieten**Artikel 17**

De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 13) en de aangerekende verrichtingen (artikel 14) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 1998 7.442.240.341 frank onderverdeeld als volgt:

Ordonnanceringskredieten	383.737.920
Niet-gesplitste kredieten	7.058.502.421

**Artikel 18**

Om de uitgaven van het begrotingsjaar 1998 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 311.589.934 frank waarvan:

Ordonnanceringskredieten	0
Niet-gesplitste kredieten	311.589.934

Deze kredieten worden onderverdeeld overeenkomstig Tabel VI van de bijlage.

**Artikel 19**

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 17 en 18, bestaat het bedrag van de op 31 december 1998 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel III, kolommen 11 en 12).

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	Totaal
Te annuleren kredieten	383.737.920	2.130.524.050	2.514.261.970
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten	0	5.239.568.305	5.239.568.305

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 1998**Artikel 20**

Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 1998 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten, met inbegrip van de opbrengst van lening bedragen 235.632.574.227 frank

De uitgaven bedragen 234.898.851.409 frank

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met het resultaat van de afzonderlijke sectie, overtreffen de ontvangsten de uitgaven met 733.722.818 frank

Daar het saldo op het einde van het begrotingsjaar 1997 -9.672.497.171 frank bedroeg, bedraagt het saldo op het einde van het begrotingsjaar 1998 -8.938.774.353 frank

HOOFDSTUK IIIOntvangsten en uitgaven betreffende de variabele kredieten§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten**Artikel 21**

De vastgestelde rechten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 1998 4.982.212.962 frank (bijlage tabel II aangewende ontvangsten) waarvan:

Lopende ontvangsten	4.952.551.331
Kapitaalontvangsten	29.661.631

§ 2. Vaststelling van de variabele ordonnanceringskredieten**Artikel 22**

De openstaande en aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 1998 bedragen 4.982.212.962 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringskredieten, kolom 2)

Daar het beginsaldo op 1 januari 1998 812.763.428 frank bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnanceringskredieten op de variabele kredieten 5.794.976.390 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringskredieten, kolom 3).

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, mogen sommige variabele kredieten op grond van artikel 5 van het decreet van 3 november 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998 een debettoestand vertonen.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten**Artikel 23**

De ordonnanceringskredieten aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 1998 bedragen 6.105.962.820 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringskredieten, kolom 4).

**Artikel 24**

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 22 eerste lid en 23, bedraagt het jaarlijkse saldo van de variabele ordonnanceringskredieten -1.123.749.858 frank

**Artikel 25**

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 22 tweede lid en 23 hierboven, bedragen de beschikbare ordonnanceringskredieten – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 1998 à -310.986.430 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringskredieten, kolom 5) .

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IVOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 26**

De begrotingsdecreten van het jaar 1998 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

	(in frank)
- Ontvangsten	0
- Uitgaven	0
(bijlage tabel V, kolommen 1, 2).	

**Artikel 27**

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 1998 bedroeg -117.942.737 frank (bijlage tabel V kolom 7) rekening houdend met de bepalingen van artikel 5 § 3 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap zoals vervangen bij het decreet van 4 februari 1997, van artikel 7 § 3 van hetzelfde decreet van 5 februari 1990 zoals vervangen bij het decreet van 4 februari 1997 en met de datum van inwerkingtreding van de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 1997 betreffende het budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van het Fonds voor schoolgebouwen voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap en van het Fonds voor schoolgebouwen voor het gesubsidieerd officieel onderwijs.

Geen ontvangst werd geboekt op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan.

**Artikel 28**

Geen uitgave werd aangerekend op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan.

**Artikel 29**

Daar er geen ontvangst of uitgave werd verricht, zoals blijkt uit de artikelen 27 en 28, bedraagt het op 31 december 1998 beschikbare saldo bij de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap -117.942.737 frank (bijlage tabel V kolom 9).

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK V  
Globaal resultaat

**Artikel 30**

Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 20, 23 en 29 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 1998 (in frank):

Begroting sensu stricto: 733.722.818

Variabele kredieten : -1.123.749.858

Afzonderlijke sectie :

Totaal : -390.027.040

TWEDE DEEL. VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN  
VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

HOOFDSTUK I

Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 31**

De geraamde jaarlijkse ontvangsten bedragen 8.117.400.000 bijlage tabel VII kolom 1)

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 1998 bedragen 14.153.141.281 frank.

Die ontvangsten bestaan uit ;

Saldo op 1 januari	4.694.358.438
--------------------	---------------

Ontvangsten van het jaar (bijlage tabel VII kolommen 3 en 6)	9.458.782.843
---	---------------

Het bedrag van 14.153.141.281 frank is het beschikbare bedrag voor de uitgaven van het jaar 1998.

§ 2 . Vaststelling van de uitgaven**Artikel 32**

De geraamde uitgaven bedragen 9.166.000.000 frank (bijlage tabel VII kolom 2).

De uitgaven worden vastgelegd op het bedrag van 8.959.684.842 frank (bijlage tabel VII kolom 4).

§ 3. Begrotingsresultaat**Artikel 33**

Overeenkomstig de artikelen 31 en 32, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van 499.098.001 frank.

Het bedrag beschikbaar op 31 december 1998 bedraagt 5.193.456.439 frank.

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

DERDE DEEL. VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN  
VAN INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN HET TYPE A

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgemaakt onder het toezicht van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling

HOOFDSTUK I  
COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Lopend jaar

**Artikel 34**

Begrotingsverwijzing: decreet van 3 november 1997

houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998 artikel 44

Boek 156 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 1998 wordt opgesteld als volgt:

a) Ontvangsten	
ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	1.013.795.000
aangerekende ontvangsten	970.014.930
verschil	43.780.070
b) uitgaven	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	1.139.083.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	
totaal van de kredieten	1.139.083.000
aangerekende uitgaven	1.044.739.291
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	94.343.709
c) samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1998 wordt als volgt samengevat	
ontvangsten	970.014.930
uitgaven	1.044.739.291
uitgavenoverschot	-74.724.361

HOOFDSTUK II  
AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

Lopend jaar

**Artikel 35**

Begrotingsverwijzing: decreet van 3 november 1997

houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998 artikel 45

Boek 156 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het Agence de Prévention du SIDA voor het jaar 1998 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten	
ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	140.220.000
aangerekende ontvangsten	46.953.791
verschil	-93.266.209
b) uitgaven	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	45.360.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	
totaal van de kredieten	45.360.000
aangerekende uitgaven	43.277.670
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	2.082.330
c) samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1998 wordt als volgt samengevat	
ontvangsten	46.953.791
uitgaven	43.277.670
ontvangstenoverschot	3.676.121

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 februari 2008.

M. ARENA,

Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,

Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,

Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector



M. TARABELLA,  
Minister van Jeugd on Onderwijs voor sociale Promotie  
C. FONCK,  
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Nota

(1) *Zitting 2006-2007*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr.378-1.

*Zitting 2007-2008*

Stukken van het Parlement – Verslag, nr. 378-2;

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15479]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget  
de la Communauté française pour l'année budgétaire 1999 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE . SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE  
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE  
ANNEE BUDGETAIRE 1999

CHAPITRE I<sup>er</sup>

Engagements effectués en exécution du budget

§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement

**Article 1<sup>er</sup>**

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1999, s'élèvent à 1.194.600.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

**Article 2**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 999.552.558 francs (annexe tableau I colonne 4)

**Article 3**

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 195.047.442 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement

**Article 4**

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 1999 s'élèvent à 7.443.070.938 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 1999, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de -331.738.927 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 1999 à 7.111.332.011 francs (annexe tableau IV engagements colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5, 36 et 39 du décret du 17 juillet 1998 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1999 ont autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables

**Article 5**

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 1999 s'élèvent à 6.299.919.165 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)

**Article 6**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1999 à 811.412.846 francs (annexe tableau IV engagements colonne 5) .

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II

Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1<sup>er</sup> Fixation des recettes

**Article 7**

Les droits constatés en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 1999 à la somme de 238.109.839.858 francs (annexe tableau II colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes	230.851.000.356
- recettes fiscales et générales en capital :	14.491.378
- produits d'emprunt	7.244.348.124